

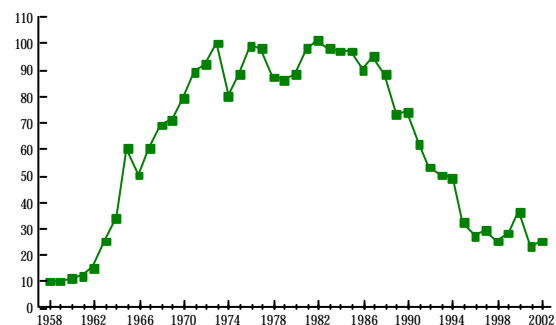
UNE PAUSE DANS LES RÉFORMES RUSSES ?

Vingt ans après les débuts de la métamorphose de la Russie, la société russe reste partagée. Les libertés sont largement acquises mais la conversion à l'économie de marché a entraîné la paupérisation d'une grande partie de la population ainsi que le sentiment d'un naufrage de l'ordre public. La synthèse recherchée par Vladimir Poutine vise à réconcilier le libéralisme avec l'attachement, toujours vivace, à certaines valeurs soviétiques. Dans le domaine de la politique intérieure, cette synthèse consiste à rétablir l'ordre public tout en garantissant les libertés. Mais face aux difficultés de la mise en place d'une véritable administration, Poutine s'est avant tout attaché à l'ordre politique en s'attaquant aux contre-pouvoirs des chefs régionaux, du parlement et des grands capitalistes russes. Les méthodes arbitraires employées à l'encontre des "oligarques", préjudiciables à la liberté d'expression et au climat d'investissement, marquent un recul de l'esprit libéral qui avait empreint les réformes russes depuis Gorbatchev. Annoncent-elles une pause dans les réformes ?

La première chose à garder en mémoire à propos de la Russie est la formidable métamorphose qu'elle a connue au cours des vingt dernières années sous l'influence des élites intellectuelles, puis politiques plaidant pour la réinsertion de l'URSS dans le monde après la fin de l'ère stalinienne. L'aspect le plus connu de cette métamorphose est géopolitique : c'est le sabordage-éboulement de l'empire soviétique en tant que puissance globale, antagoniste du camp occidental. Parmi les multiples illustrations possibles de cette chute d'empire, remarquons la courbe en cloche des activités spatiales, souvent considérées comme représentatives du potentiel militaire-industriel (graphique 1). Le second aspect de la métamorphose russe, le plus discuté, est systémique. L'intelligentsia réformatrice a fait admettre par le Kremlin que le pays ne s'ouvrirait pas vraiment à l'influence modernisatrice de l'Occident sans devenir organiquement compatible avec lui ; en fin de compte – sans tendre vers la démocratie de marché. L'actualité russe de la fin 2003 confirme les progrès faits en ce sens : partenariat avec l'Ouest, émergence insolente d'un grand capitalisme russe, boom de la consommation en grande surface, proximité d'élections législatives et présidentielles libres, attention portée à l'opinion publique, critiques furieuses de la presse écrite contre les agissements du pouvoir. Le tableau a aussi ses ombres – affaire Youkos, démocratie dirigée, contrôle quasi-total de la télévision par l'État, tragédie tchétchène –,

suffisamment sérieuses pour qu'on y revienne. Ces dérives autoritaires n'ont cependant rien de commun avec l'ordinaire du régime soviétique des premières années 1980 : posture de confrontation avec la plus grande partie du monde environnant, effort militaire poussé à l'extrême, planification centralisée, monopole politique du parti communiste, société sans voix au chapitre. Les dérives autoritaires actuelles ne représentent pas non plus le premier ressac qu'ait connu la vague réformatrice qui a déferlé sur la Russie. Alertes et embûches ont au contraire été nombreuses. Elles ne sont d'ailleurs pas surprenantes compte tenu de la force, de la permanence aussi, de l'opposition conservatrice à la libéralisation du pays.

Graphique 1 – Lancements d'engins balistiques effectués par l'ex-URSS et la Russie (1958-2002)



Source: Centre national d'études spatiales.

Cette opposition a changé de visage au fil du temps : communistes conservateurs du groupe *Soyouz* s'imposant à Gorbatchev de novembre 1990 jusqu'au putsch manqué d'août 1991 ; "social-patriotes" dressés contre Eltsine tout au long de ses mandats pour l'accuser de détruire les valeurs sûres de l'URSS : la puissance internationale, l'Etat garant de l'ordre public et d'un minimum de sécurité matérielle. En fait, une certaine idée de la Russie – prônant l'honneur, la dignité nationale, la discipline patriotique – s'est heurtée à une autre, beaucoup plus fluide, pragmatique et libérale. Chacune ayant conquis une large part de l'opinion publique, la Russie demeure en équilibre entre son passé et son devenir.

■ Une société partagée

Une société qui reste partagée après tant d'années peut certes surprendre. Ses divisions s'expliquent néanmoins assez bien. Les sociologues estiment à deux générations au moins le temps nécessaire à un véritable renouvellement des mentalités. On est à peine à mi-chemin ; et on est en Russie, soit dans un pays très attaché à son "exception". On comprend dès lors, mieux les nostalgies impériales du corps social comme son attitude ambiguë envers les libertés. Un sondage assez récent effectué par le Centre Russe d'Étude de l'Opinion Publique (VTSIOM) montrait que 43% des répondants sont plus ou moins d'accord pour troquer la liberté d'expression et celle de voyager librement à l'étranger contre de bons revenus, l'opinion plutôt contraire recevant 48% des suffrages.

Pesanteurs sociologiques mises à part, l'esprit des réformes a payé un lourd tribut aux réalités économiques. Bien que perché sur le piédestal de dépenses militaires considérables, le PIB russe de la fin de l'ère soviétique ne pouvait offrir à chaque habitant qu'un niveau de développement nettement inférieur à celui de l'Europe des 15 (tableau). La situation ne s'est pas améliorée au cours de la décennie suivante, où la Russie a, au contraire, connu la dépression la plus longue de toute son histoire statistiquement connue (graphique 2). Cette énorme crise de conversion à l'économie de marché est à l'origine d'une double désillusion populaire à l'égard de cette dernière.

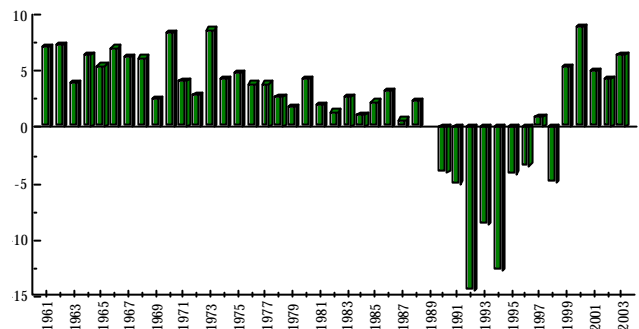
Le "contrat social" eltsinien, proposant l'échange de la puissance contre les libertés et contre la prospérité promise à une large classe moyenne, a pu passer pour un marché de dupes. Au terme de ce contrat, les libertés – d'information, de réunion, de mouvement *etc.* – sont largement acquises. Mais, en

Tableau – PIB par habitant, Comparaison internationale en parité de pouvoir d'achat (en dollars, aux prix de 1995)

	Russie	Russie/Etats-Unis	Russie/UE à 15
	en dollars	en %	en %
1990	11 513	43,7	59,5
1991	10 904	42,1	57,3
1992	9 311	35,2	48,6
1993	8 510	31,7	44,8
1994	7 450	26,9	38,3
1995	7 150	25,4	36,0
1996	6 922	24,0	34,3
1997	7 004	23,5	34,0
1998	6 679	21,6	31,6
1999	7 059	22,2	32,6
2000	7 678	23,5	34,4
2001	8 091	24,9	35,8
2002	8 475	25,7	37,2
2003	9 026	26,9	39,0

Source : CEPII, Base de données CHELEM.

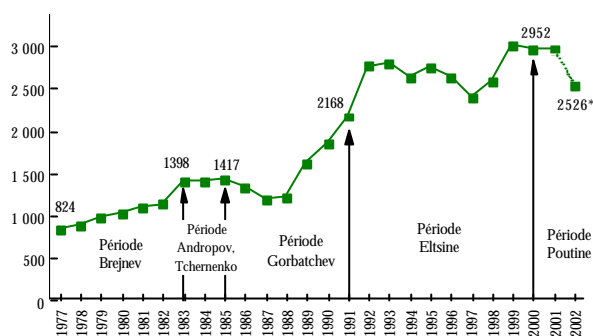
Graphique 2 – Le PIB russe de 1961 à 2003 (taux de variation annuels en %)



Sources : 1961-1988 : A.N. Ponomarenko, "Comptes nationaux rétrospectifs de la Russie : 1961-1990", *Ekonomitcheskii Journal Vyschei chkoloy ekonomiki*, Tome 5, n° 2, 2001, p. 256. 1989-2002 : Banque européenne pour la reconstruction et le développement, "Transition Report Update 2001" et Ministère du Développement économique et du Commerce, "Résultats du développement socio-économique de la Fédération de Russie, 2000-2002", Moscou, février 2003. 2003 : Prévisions du Ministère du Développement économique et du Commerce du 18 novembre 2003.

fait de prospérité, beaucoup de Russes ont connu la paupérisation, l'outrage de la richesse affichée par quelques-uns, une recherche effrénée de sources de revenus complémentaires contraire à l'idée qu'on leur avait inculquée de la dignité du travail. L'autre désillusion tient à l'impact de la récession sur la dépense publique, donc, sur la capacité de l'État à financer non seulement ses interventions économiques, culturelles et sociales mais jusqu'à l'exercice de ses fonctions régaliennes (défense, police, tribunaux). L'essor en Russie d'une criminalité en fait beaucoup plus "ordinaire" que "mafieuse", constituée d'infiniment plus de délits que de crimes violents, illustre le principal grief de la population envers les réformes libérales : le naufrage de l'ordre public (graphique 3).

Graphique 3 – Nombre total de crimes et délits enregistrés 1977-2002



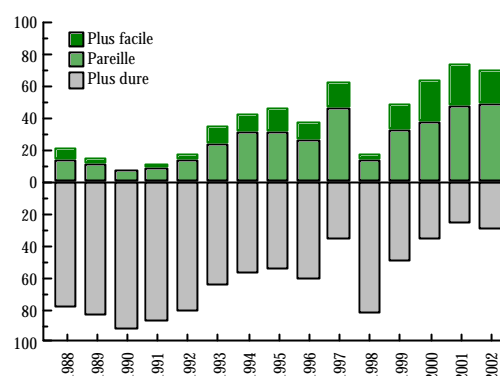
* La chute du nombre de crimes et délits commis en 2002 est attribuable, selon le ministère de l'Intérieur russe, à la mise en application, à compter du 1^{er} juillet 2002, d'un nouveau code de procédure pénale ; celui-ci requalifie en "infractions administratives" les vols dont le montant n'excède pas cinq salaires minimums.
 Source : Ministère de l'Intérieur (URSS, puis Russie).

■ La synthèse Poutine

Le "soviétisme" que la sociologie russe se désole de trouver chez ses compatriotes est tenace : en 2003 comme en 1994, 44% d'entre eux ont estimé¹ qu'il eût mieux valu que le pays restât ce qu'il était avant 1985 ! Pourtant, une politique étrangère à la fois efficace et clairement centrée sur la défense de l'intérêt national a eu de quoi atténuer, au cours des dernières années, la nostalgie de la puissance perdue. De plus, une gestion avisée de la manne pétrolière a rendu au pays la croissance économique, au budget – une certaine aisance, à la circulation monétaire – de la fluidité, aux créanciers extérieurs – la confiance, et aux Russes – des raisons d'être de moins en moins insatisfaits de leur sort (graphique 4).

En politique intérieure, la période Poutine a amené une recomposition axiologique aux résultats beaucoup plus mitigés. La stratégie électorale post-eltsinienne à l'égard du corps social a voulu réconcilier les deux "idées de la Russie" qui le divisaient, en les unissant sous l'étendard du redressement national. Cette nouvelle démarche, placée sous le mot d'ordre de la "consolidation", a représenté une réhabilitation de certaines valeurs soviétiques ; et un coup d'arrêt à la propagande officielle des valeurs libérales : soit un changement qui n'est sans doute pas sans rapport avec le regret "rétro" toujours manifesté par l'opinion pour l'avant-1985.

Graphique 4 – L'évolution de la vie quotidienne jugée par l'opinion. Réponses, en % du total des personnes interrogées, à la question : "Comment a été l'année qui s'achève par rapport à la précédente, pour vous et votre famille?"



Source : Sondage régulier du VTSIOM sur la période 1988-2002.

Tant qu'elle n'a restauré que des symboles – la musique de l'hymne national, le drapeau rouge de l'armée – la synthèse Poutine n'a certes fait qu'honorer justement la mémoire des générations englouties dans le xx^{ème} siècle. Elle s'est montrée beaucoup plus téméraire en se disant déterminée à rétablir l'ordre cher aux conservateurs, tout en garantissant les libertés défendues par les libéraux. Ce double objectif paraît hors d'atteinte sans une administration compacte, compétente et saine. Eltsine l'avait appelée de ses vœux dans son discours-programme du 28 octobre 1991 ; mais ni les ressources budgétaires ni les priorités retenues au cours des années 1990 n'ont permis de la créer. À son tour, Vladimir Poutine a repris la même idée ; il a inscrit la "réforme administrative" au nombre des réformes structurelles confiées au gouvernement et, pour plus de sûreté, à l'Administration présidentielle. Mais, face à l'ampleur des problèmes qu'elle soulève, la réforme est restée en panne et se trouve remise aux lendemains de l'élection présidentielle de mars 2004.

En attendant, Poutine a pris une option en fait très courante tout au long de l'histoire russe. Il s'est appuyé sur une élite ayant sa confiance : en l'occurrence, le Service Fédéral de Sécurité (FSB) qui a récupéré, en mars 2003, toutes les attributions de l'ex-KGB. Or vu ses modes d'intervention, ce corps d'"incorruptibles" peut être utilisé pour rétablir non pas l'ordre public (la courbe de la lutte contre la criminalité est

1. Interview de Boris Doubine dans les Moskovskii Novosti des 16-22 septembre 2003. Doubine appartient au VTSIOM-a (a pour analitika), fondé pour protester contre un décret du 6 août 2003, portant changement du statut du VTSIOM et excluant de son Conseil d'administration tous ses chefs de file "historiques", connus pour leur indépendance d'esprit.

décevante) mais l'ordre politique. Voilà un domaine où l'équipe Poutine a effectivement obtenu des résultats contre les trois principaux relais de pouvoir de l'administration Eltsine, qui s'étaient montrés prompts à s'ériger en contre-pouvoirs. Il a ainsi été mis fin aux manifestations de "souveraineté" législative, réglementaire et fiscale des chefs régionaux. Le parlement a été rendu beaucoup plus docile, au détriment du débat démocratique, mais au profit du vote du budget et des réformes structurelles. Associées à celles du Parquet général (la *Prokouratura*), les forces du *FSB* ont été particulièrement actives contre les grands capitalistes russes, en principe pour leur enseigner l'emplacement des frontières entre pouvoir politique et indépendance d'action économique. En fait, les méthodes arbitraires des forces de l'ordre ont été très préjudiciables à la liberté d'expression dès l'année 2000. Elles montrent actuellement, avec l'affaire Khodorkovski, qu'elles sont nuisibles au "climat d'investissement" en Russie car elles sont assimilées à l'idée d'un risque politique sur la propriété privée. Si le Kremlin fournissait enfin les éclaircissements nécessaires, marchés et chancelleries pourraient parfaitement admettre que le magnat pétrolier est poursuivi pour avoir rompu le concordat – à chacun son domaine – conclu le 28 juillet 2000 entre Poutine et les "oligarques". Mais ce qui restera moins admissible, ce sont les méthodes – arbitraire des forces spéciales et parodies de justice – déployées contre les gens de Youkos. Surtout en venant s'ajouter à d'autres dérives – notamment les pressions sur les médias –, ces méthodes marquent un recul de l'esprit libéral qui avait empreint les réformes russes depuis Gorbatchev.

La particularité du ressac actuel tient à ce que les réflexes passésistes qui le provoquent sont aussi présents dans l'esprit du président russe que dans son entourage. La suite des événements dépend de la capacité de Vladimir Poutine à écouter son autre grande source d'inspiration : le pragmatisme économique. Elle dépend également, on voudrait le souhaiter en tout cas, de la façon dont les Russes sauront montrer leur attachement aux libertés à l'occasion des prochaines élections, législatives et présidentielles.

Georges Sokoloff

Contact : bartolozzi@cepil.fr

4

Vient de paraître



768 pages – 25 €

LA LETTRE DU CEPII

© CEPII, PARIS, 2003

REDACTION
Centre d'études prospectives
et d'informations internationales,
9, rue Georges-Pitard
75015 Paris.
Tél. : 33 (0)1 53 68 55 14
Fax : 33 (0)1 53 68 55 03

DIRECTEUR DE LA
PUBLICATION :
Lionel Fontagné

REDACTION EN CHEF :
Agnès Chevallier
Bronka Rzepkowski

CONCEPTION GRAPHIQUE :
Didier Boivin

REALISATION :
Laure Boivin

DIFFUSION :
La Documentation française.

ABONNEMENT (11 numéros)
France 46 €TTC
Europe 47,50 €TTC
DOM-TOM (HT, avion éco.)
47 €HT
Autres pays (HT, avion éco.)
47,50 €HT
Supl. avion rapide 0,80 €

Adresser votre commande à :
La Documentation française,
124, rue Henri Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex
Tél. : 01 40.15.70.00

Le CEPII est sur le WEB
son adresse : www.cepil.fr

ISSN 0243-1947
CCP n° 1462 AD

4^{ème} trimestre 2003
Novembre 2003
Imp. ROBERT-PARIS
Imprimé en France.

*Cette lettre est publiée sous la
responsabilité de la direction du
CEPII. Les opinions qui y sont
exprimées sont celles des auteurs.*